

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20260423-DEC-DACA0471 EN DATE DU 22 MAI 2026  
PORTANT PROLONGATION DE LA DURÉE D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE LA  
SOCIÉTÉ DELMONICO DOREL**

**LIEU-DIT « LA BOUVATTE ET LES RENNES » SUR LA COMMUNE DE LARNAGE**

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement. ;
- VU** l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement du 18 février 2026 ;
- VU** le schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 8 décembre 2021 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°01-5886 du 07 décembre 2001 autorisant la SARL ROMANAT TP à exploiter une carrière de kaolin pour une durée de 20 ans sur le territoire de la commune de LARNAGE ;
- VU** l'arrêté n°08-3215 du 24 juillet 2008 autorisant le changement d'exploitant de la carrière de kaolin au profit de la SAS DELMONICO DOREL ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 avril 2020 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de kaolin exploitée par la société DELMONICO DOREL au lieu-dit « La Bouvatte et les Rennes » sur la commune de LARNAGE ;

**VU** la décision du 24 décembre 2025 de non soumission à évaluation environnementale après examen au cas par cas sur le projet de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière de kaolin déposé par la société DELMONICO DOREL sur la commune de LARNAGE ;

**VU** l'absence d'avis et d'observations dans le cadre de la participation du public par voie électronique ;

**VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 avril 2026 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 24 avril 2026 ;

**VU** l'absence d'observation du demandeur dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que la durée de la prolongation sollicitée est de 5 ans et que la durée totale d'exploitation ne dépassera pas 30 ans ;

**CONSIDÉRANT** que le volume global des matériaux déjà extraits a été inférieur à la limite de la capacité d'extraction autorisée ;

**CONSIDÉRANT** que l'extraction se fera dans les mêmes conditions d'exploitation que celles prévues par l'autorisation susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures d'atténuation sont mises en place pour réduire les impacts de l'exploitation, notamment du défrichement, telles que le respect du calendrier écologique, la mise en défens et l'évitement de certains habitats en phase de défrichement, la gestion des eaux de ruissellement et la non-introduction d'espèces exotiques envahissantes et que les incidences résiduelles de la poursuite de l'exploitation sont jugées non significatives ;

**CONSIDÉRANT** que la remise en état finale est inchangée ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Le quatrième alinéa de l'article 2 : Caractéristiques de l'autorisation de l'arrêté n°01-5886 du 07 décembre 2001 modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 avril 2020 est remplacé par :

L'autorisation est accordée pour une durée de 5 ans supplémentaires à compter du 07 décembre 2026, soit jusqu'au 07 décembre 2031, remise en état incluse.

### **Article 2 :**

L'article 15 de l'arrêté préfectoral n°01-5886 du 07 décembre 2001 modifié par l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 avril 2020 :

- est modifié pour ce qui concerne les schémas quinquennaux de remise en état par :

Les schémas quinquennaux de remise en état objets de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 07 décembre 2001 complété par l'annexe I de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 avril 2020 sont complétés par l'annexe I du présent arrêté.

- est complété par :

Le montant des garanties financières permettant la remise en état pour la période 2026-2031 est de 70 341,91 €.

### **Article 3 :**

L'article 7 de l'arrêté préfectoral n°01-5886 du 07 décembre 2001 modifié est complété par :

#### **7.9 - Mesures d'atténuation**

- Respect du calendrier écologique pour le démarrage des travaux (notamment défrichement, décapage), en prévoyant l'évitement des périodes sensibles pour la faune (reproduction, hivernage, etc.), notamment les amphibiens. Ainsi, les opérations de défrichement devront être réalisées entre septembre et octobre. Les travaux de terrassement pourront suivre directement cette opération. Si les travaux ne sont pas continus, les travaux de terrassement devront être effectués entre septembre et février. Le reste des aménagements pourra être réalisé sans contraintes de calendrier ;
- Mise en défens et évitement de certains habitats pendant la phase défrichement. Le porteur de projet veillera à ce qu'aucune intervention ne se déroule dans les milieux naturels autour du site d'étude. Les saussaies marécageuses situées au nord-ouest de l'aire d'étude immédiate, soit en limite de la zone d'exploitation, ainsi que les milieux humides (fossés en eau) feront l'objet d'une attention particulière. Dans ce cadre, il informera les différents intervenants, avant le démarrage des travaux, des sensibilités et de la localisation précise des zones à éviter. Si besoin, une signalétique pourra être mise en place par un écologue (rubalise, grillage orange de chantier) ;
- Conduite de chantier propre et gestion des eaux de ruissellement, notamment vis-à-vis du cours d'eau bordant le site d'étude à l'est ;
- Contrôle de la non-introduction d'espèces exotiques envahissantes. Le Robinier faux-acacia est déjà très présent sur le site d'étude et 3 autres espèces sont connues sur la carrière comme l'Ambroisie (*Ambrosia artemisifolia*), le Buddleia (*Buddleja davidii*) et Solidago gigantea.

En cas de constatation de début d'envahissement, des opérations de limitation (voire d'éradication) seront menées. Elles seront régulées au moyen d'un gyrobroyage ou d'un arrachage manuel (suivant l'étendue). Les modalités suivantes seront mises en œuvre :

- la coupe ou l'arrachage de ces espèces, ligneuses et non-ligneuses, devra être effectuée en accord avec la mesure « Période des travaux ;
  - le matériel ayant servi à ces chantiers de gestion devra être nettoyé à l'aide d'un nettoyeur haute pression type « karcher », pour éliminer les fragments qui le souillent (broyeur, roues et chenilles des véhicules présents sur le site),
  - les bennes de transport devront être bâchées lors de l'acheminement auprès des centres de traitement,
  - si un stockage intermédiaire est nécessaire avant le traitement, une bâche sera appliquée sur les tas de déchets
- La remise en état de la carrière vise à renaturaliser le site en offrant à la faune et à la flore des habitats favorables à l'accomplissement de l'ensemble de leur cycle biologique. Les mesures suivantes seront réalisées :
    - Mise en place de talus boisés favorables aux espèces avifaunistiques et créant un lien avec les espaces boisés périphériques. Le site se présentera sous la forme d'un cirque ouvert, avec des talus à 45°. Les talus seront régalez de terres de découverte et boisés d'essences locales ;
    - Nivelage du « carreau », apport de terre et recolonisation naturelle de la végétation ;
    - Conservation du fossé de récupération des eaux pluviales, favorable aux espèces faunistiques et floristiques de zones humides.
    - Démontage des installations sur site.

## **Article 4 : Délais et voies de recours – Publicité – Exécution**

### **4.1 Délais et Voies de Recours**

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **4.2 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de LARNAGE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de LARNAGE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **4.3 Exécution - Notification**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de LARNAGE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **22 MAI 2026**

La Préfète,

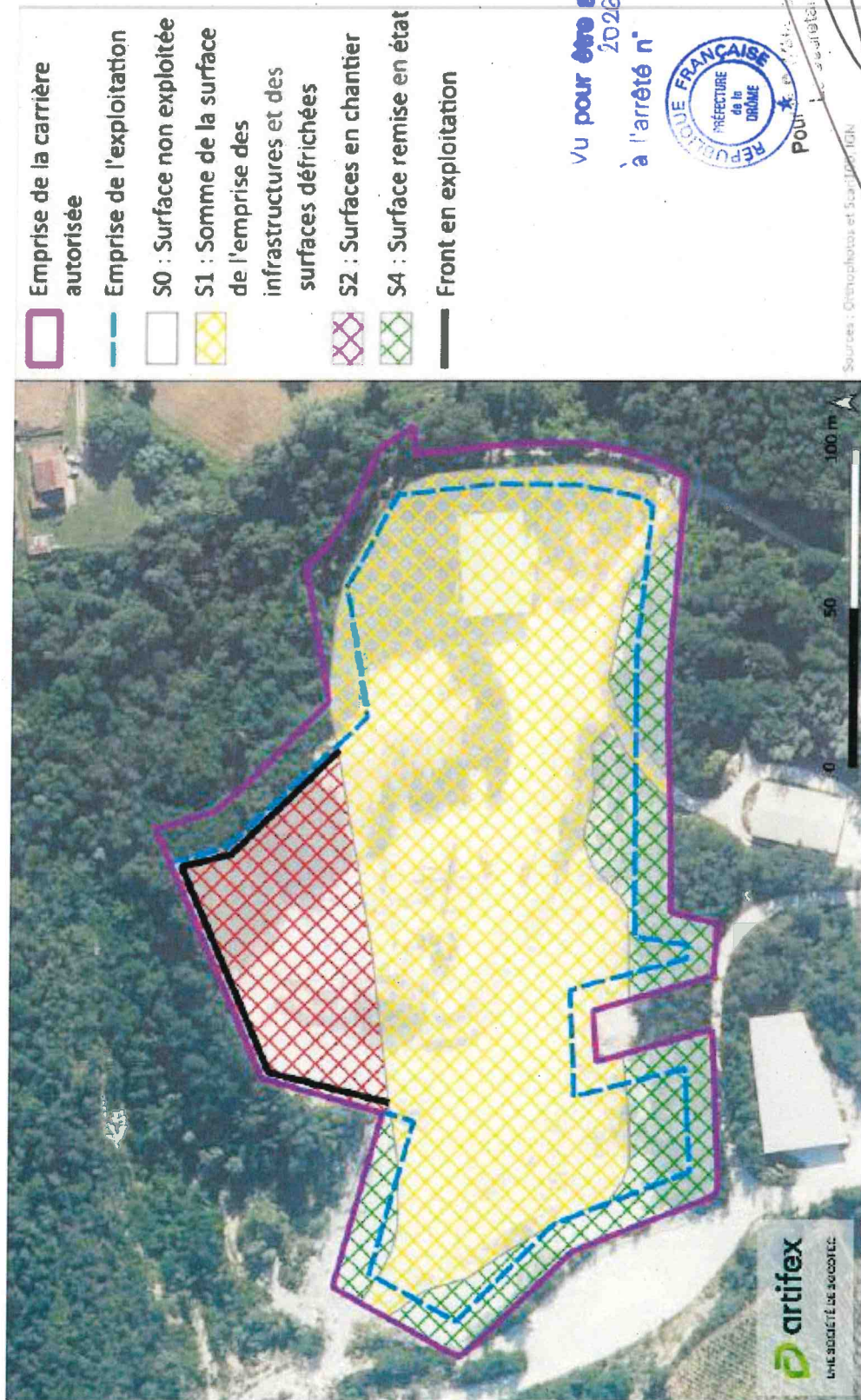
Pour la Préfète, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



# Annexe I de l'arrêté n° 20260423-DEC-DACA0471 du 22 MAI 2026

Plan de phasage (période 2026-2031)



Vu pour être annexé

20260423-DEC-DACA0471

à l'arrêté n°

du 22 MAI 2026

La Préfète



Pour le Préfet délégué

Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

SSS IAM S S

SSS IAM S S

SSS IAM S S



SSS IAM S S